



### Rapport de la délégation canadienne à la 14e Réunion annuelle de la Conférence des parlementaires de l'Asie-Pacifique sur l'environnement et le développement (CPAPED)

## Association législative Canada-Chine et Groupe interparlementaire Canada-Japon

Koror (Palau) 17 – 19 novembre 2009

La délégation de membres du Groupe interparlementaire Canada-Japon et de l'Association législative Canada-Chine a participé à la 14<sup>e</sup> Réunion annuelle de la Conférence des parlementaires de l'Asie-Pacifique sur l'environnement et le développement (CPAPED), tenue à Koror (Palau), du 17 au 19 novembre 2009.

#### **Rapport**

Du Sénat : les honorables sénateurs Paul Massicotte et Michel Rivard;

De la Chambre des communes : l'honorable Bryon Wilfert, C.P., député (chef de la délégation) et Merv Tweed, député

Personnel : Elizabeth Kingston, secrétaire de la délégation.

L'honorable Bryon Wilfert a dirigé la délégation parlementaire canadienne qui a participé à la 14<sup>e</sup> Réunion annuelle de la Conférence des parlementaires de l'Asie-Pacifique sur l'environnement et le développement (CPAPED), tenue à Koror (Palau), du 17 au 19 novembre 2009.

Les délégués de neuf parlements ont assisté à cette réunion.

La Conférence des parlementaires de l'Asie-Pacifique sur l'environnement et le développement (CPAPED) a été établie par le Parlement coréen en juin 1993. Elle vise à fournir aux parlements membres des occasions suffisantes de mettre en commun des idées, des expériences et des politiques dans le but de renforcer leurs activités législatives visant le développement durable. À cet égard, elle souligne l'importance de protéger l'environnement et de maintenir l'équilibre écologique dans toute la région de l'Asie-Pacifique.

La CPAPED, seule conférence parlementaire consacrée à l'environnement et au développement, se tient chaque année et réunit les parlements membres de 46 pays.

Le thème de la 14<sup>e</sup> réunion était les changements climatiques et le développement des énergies de remplacement.

Les délégués ont assisté à une réunion de l'exécutif et à la présentation des exposés des divers pays participants; ils ont en outre entendu des exposés sur les sujets suivants :

- l'incidence économique à court terme des choix énergétiques traditionnels
- les possibilités économiques inhérentes aux investissements dans les énergies de remplacement
- l'effet à long terme des changements climatiques sur la sécurité environnementale et économique

La délégation canadienne a présenté un exposé sur les changements climatiques et le développement des énergies de remplacement au Canada.

La Conférence a été marquée par des discussions animées entre les parlementaires et a abouti à l'adoption de la Déclaration de Palau, dont le texte figure à l'annexe A.

Fait à signaler, la Conférence a chargé son président, l'honorable Won Hye Young, de présenter la Déclaration de Palau à la conférence mondiale sur les changements climatiques, qui doit se tenir prochainement à Copenhague.

En plus de leur assistance à la conférence elle-même, les délégués ont tenu des réunions bilatérales avec leurs homologues des pays suivants : Malaisie, Kiribati, Chine et Corée.

#### Réunion bilatérale avec la délégation de la Malaisie

Les délégués ont félicité leurs homologues malaisiens d'avoir accepté d'accueillir la 15° CPAPED en Malaisie. Les deux délégations ont reconnu l'importance de l'amitié qui s'approfondit entre la Malaisie et le Canada du fait de leur position commune touchant la Birmanie/Myanmar, de leurs relations commerciales croissantes, de leurs efforts mutuels pour combattre le terrorisme international, et de leur appui pour l'association parlementaire de l'ASEAN. On a en outre mentionné que le Canada est un important partenaire de la Malaisie touchant les dossiers des changements climatiques, des transports et de l'éducation. En particulier, la délégation malaisienne a souligné les investissements importants faits par la Malaisie pour améliorer son infrastructure des transports tout en prenant des mesures pour implanter le recours aux énergies de remplacement dans ce secteur.

#### Réunion bilatérale avec la délégation de Kiribati

La République des Kiribati est un pays insulaire qui fait partie des États de la Micronésie. Elle se compose de 32 atolls et d'une île corallienne « haute », dispersés sur une superficie de 3 500 000 kilomètres carrés. Au cours de la réunion de la CPAPED, la délégation de Kiribati a fait un discours passionné au sujet de la survie du pays, qui est menacée par la montée du niveau de la mer dans le Pacifique-Sud. Au rythme actuel, prévoit-on, l'État n'existera plus dans 50 ans. Les délégués ont déclaré que les jeunes Kiribatiens émigrent pour la plupart vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande, car l'économie du pays n'assure plus un avenir viable à ses citoyens. L'économie est pratiquement paralysée, étant seulement alimentée par l'achat de permis de pêche et les recettes produites par les droits d'importation prélevés sur les navires arborant des pavillons de complaisance. De plus, Kiribati connaît beaucoup d'érosion en grande partie en raison du développement agricole excessif, de la pêche et de l'endommagement des récifs coralliens. Le pays souhaiterait pouvoir compter sur le Canada pour l'aider à surmonter ses difficultés environnementales, qui se répercutent gravement sur son économie.

#### Réunion bilatérale avec la délégation de la Chine

Les membres de la délégation chinoise ont déclaré que ce sera un grand plaisir pour leur pays d'accueillir le premier ministre Harper au début de décembre, et ils ont souligné l'importance que la Chine attache à ses relations bilatérales avec le Canada. La prochaine année marquera le  $40^e$  anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, et les deux délégations ont commenté les grands progrès accomplis depuis lors, en particulier dans les domaines du commerce, des transferts de technologie, des normes environnementales, de la culture et de l'éducation. La Chine a des liens bilatéraux avec plus de 170 pays, mais la délégation chinoise a fait remarquer que le Canada a été le premier État avec lequel elle a entrepris des échanges parlementaires bilatéraux. Les deux délégations ont commenté le succès obtenu par l'Association législative Canada-Chine pour ce qui a été de

favoriser ces relations. Elles ont par ailleurs constaté les divergences d'opinions qui surviennent, particulièrement dans le domaine des droits de la personne.

#### Réunion bilatérale avec la délégation de la Corée du Sud

Les délégués de la Corée et du Canada ont souligné la solide amitié qui existe entre les deux pays. La délégation canadienne a félicité le chef de la délégation coréenne, l'honorable Won Hye Young, de son élection à la présidence de la CPAPED. On a abordé la question d'un accord de libre-échange possible avec la Corée, et les délégués canadiens ont signalé que le fait que Hyundai n'ait pas encore investi au Canada fait obstacle aux pourparlers. La question de l'importation de bœuf canadien pose aussi un problème. La délégation canadienne a exhorté la Corée à examiner la science de la production du bœuf au Canada, qui garantit la salubrité de ce produit pour les consommateurs. On a par ailleurs abordé la question des pourparlers à six, et la délégation de la Corée a exprimé sa reconnaissance au Canada pour son appui à l'égard de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Elle a également remercié le Canada de traiter favorablement les réfugiés nord-coréens et d'accueillir les nombreux étudiants coréens qui choisissent de poursuivre leurs études dans des institutions canadiennes.

#### **Conclusion**

L'adhésion du Canada à la Conférence des parlementaires de l'Asie-Pacifique sur l'environnement et le développement (CPAPED) permet aux parlementaires canadiens d'entretenir un dialogue avec leurs homologues d'autres pays sur des questions importantes pour l'environnement et le développement. Les changements climatiques et leur incidence sur l'environnement et la sécurité économique ont été particulièrement mis en lumière lors de cette 14<sup>e</sup> conférence, qui a révélé de façon dramatique la situation critique des îles du Pacifique-Sud dont l'existence même et les moyens de subsistance sont menacés par la montée du niveau de la mer.

On trouvera ci-après un résumé des dépenses engagées aux fins de cette activité.

L'honorable Bryon Wilfert, C.P., député Chef de la délégation

#### Annexe A





# DÉCLARATION DES PALAOS SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LA MISE AU POINT D'ÉNERGIES DE REMPLACEMENT DU 17 AU 19 NOVEMBRE 2009 KOROR, RÉPUBLIQUE DES PALAOS

Nous, parlementaires des pays de la région Asie-Pacifique réunis du 17 au 19 novembre 2009 à Koror, aux Palaos, à l'occasion de la 14e Réunion annuelle de la Conférence des parlementaires de l'Asie-Pacifique sur l'environnement et le développement (APPCED), ayant débattu en profondeur des questions liées aux changements climatiques et à la mise au point d'énergies de remplacement:

Réaffirmant nos convictions que des mesures concrètes visant les changements climatiques sont indispensables pour protéger la vie humaine et que les énergies de remplacement stimuleront la création d'entreprises et l'innovation, favorisant ainsi la croissance économique mondiale;

Nous souvenant des objectifs de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui fixe des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), en vertu du principe de responsabilités communes mais distinctes;

Reconnaissant le protocole de Kyoto, aux termes duquel les membres ont convenu de s'obliger légalement à prendre des mesures afin de réduire leurs émissions de dioxyde de carbone (CO2) et d'autres GES dans la période d'engagement de 2008 à 2012;

Gardant à l'esprit qu'une nouvelle génération d'ententes est nécessaire pour orienter la planète vers la mise au point d'énergie plus durable, et que les membres de la Convention-cadre sur les changements climatiques ont accepté la feuille de route de Bali, signée à la Conférence des Parties, à Bali, en Indonésie, en décembre 2007, en vue d'un nouveau plan d'action sur les changements climatiques;

Reconnaissant également la Déclaration de Manado, adoptée par la Conférence mondiale sur les océans tenue à Manado, en Indonésie, du 11 au 14 mai 2009, où les ministres et les chefs de délégation ont discuté des menaces qui pèsent sur les océans, des effets des changements climatiques sur les océans et du rôle que ceux-ci jouent sur le plan des changements climatiques;

Reconnaissant que des mesures concertées à long terme devraient accélérer la prise de mesures concrètes pour contrer les effets néfastes des changements climatiques qui se produisent aujourd'hui et qui se poursuivront sans une intervention radicale;

Sachant que la production et la consommation d'énergie sont une cause importante de GES et que les énergies de remplacement peuvent réduire les émissions de CO2 et d'autres gaz nocifs pour l'environnement;

Gardant à l'esprit qu'une grande partie de l'Asie-Pacifique est vulnérable aux risques que présente le réchauffement de la planète, la majorité des grandes villes et des Réseaux des petits États insulaires en développement étant situés dans des zones côtières, dans les basses terres près de l'océan Pacifique, les rendant vulnérables à la destruction en cas de hausse du niveau de la mer;

Gardant à l'esprit que nombre de pays de l'Asie-Pacifique connaissent une croissance rapide de leur population et qu'ils doivent composer avec des infrastructures désuètes ou minimales, et que la majorité des habitants vivent dans la pauvreté;

Reconnaissant que les technologies vertes permettent de créer une nouvelle génération d'industries dont le développement exigera la construction et l'entretien de ces nouvelles infrastructures par de la main-d'œuvre qualifiée. Le développement et le déploiement de technologies vertes permettraient aux villes de l'Asie-Pacifique de moderniser leurs infrastructures et de prévenir ainsi la destruction physique qui découlera inévitablement des changements climatiques, ainsi que de créer des emplois dans les nouvelles industries:

Reconnaissant également que les centres urbains de l'Asie se transforment en centres mondialement reconnus pour leur innovation technologique et leur fabrication, et que les technologies vertes devraient être le prochain cycle d'innovation qui conduit à la prospérité de la région de l'Asie-Pacifique;

Nous prenons donc la résolution de :

Promouvoir la recherche et le développement de technologies axées sur les énergies de remplacement comme partie essentielle de la protection de l'environnement et de la promotion d'une croissance économique durable;

Promouvoir la collaboration entre les pays de la région Asie-Pacifique afin de répondre aux besoins énergétiques et de transférer des technologies de remplacement connexes, permettant ainsi aux technologies émergentes d'être distribuées à grande échelle;

Veiller à ce que tous les pays aient la capacité de développer des infrastructures modernes et de tirer parti des capacités et des difficultés uniques de chaque nation pour produire, et utiliser, des technologies énergétiques de remplacement adéquates;

Reconnaître les vulnérabilités auxquelles chaque nation est confrontée dans la lutte aux changements climatiques;

Améliorer la main-d'œuvre de chaque nation en veillant à ce que des programmes d'éducation et de formation soient en place pour fournir la main-d'œuvre qualifiée nécessaire aux systèmes énergétiques;

Prévoir la nécessité de déterminer et de renforcer les mécanismes institutionnels, financiers et juridiques requis pour s'assurer que le développement d'énergies de remplacement serve de catalyseur au développement durable.

#### FRAIS DE DÉPLACEMENT

ASSOCIATION Association législative Canada-Chine /

Association interparlementaire Canada-

Japon

**ACTIVITÉ** 14<sup>e</sup> Réunion annuelle de la Conférence

des parlementaires de l'Asie-Pacifique

sur l'environnement et le développement (CPAPED)

**DESTINATION** Koror (Palau)

**DATES** 17-19 novembre 2009

SÉNATEURS les honorables Paul Massicotte et

Michel Rivard

**DÉPUTÉS** l'honorable Bryon Wilfert, C.P., et

M. Mervin Tweed

PERSONNEL M<sup>me</sup> Elizabeth Kingston, secrétaire

de la délégation

TRANSPORT 57,930.94 \$

HÉBERGEMENT 3,888.46 \$

ACCUEIL 49.70 \$

INDEMNITÉS QUOTIDIENNES 1,642.09 \$

CADEAUX OFFICIELS 760.75 \$

FRAIS DIVERS / INSCRIPTION 118.53 \$

TOTAL 64,390.47 \$